



47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

**Compte rendu de l'intervention de Pascal Boniface
« Panorama des grands enjeux internationaux
à moyen et à long terme »¹**

**Réunion trimestrielle des membres partenaires
5 avril 2012**

Dans cet exposé Pascal Boniface s'attache à identifier les ruptures survenues dans le domaine des relations internationales depuis la deuxième moitié du XXe siècle : il fait le point sur la méthode à adopter pour faire de la prospective dans le domaine de la géopolitique. Puis, il met en lumière les principaux enjeux qui pourraient avoir une importance cruciale pour la communauté internationale à plus ou moins long terme.

Aujourd'hui, les spécialistes des questions internationales manquent souvent de recul : ils ont du mal à adopter un point de vue global. Le flot d'informations auquel nous sommes exposés quotidiennement est l'une des causes de ce phénomène : la recherche d'information n'est plus une tâche ardue, c'est le tri qui devient difficile. Par ailleurs, le flux d'informations est permanent : il ne laisse pas de temps au recul et à la réflexion, on est pris au piège de la rapidité.

La spécialisation de plus en plus pointue des étudiants en relations internationales peut également expliquer la raréfaction des points de vue globaux en géopolitique.

Or, la prospective, en matière de relations internationales, nécessite de savoir faire le lien entre les connaissances, d'aller au-delà de sa spécialisation. L'étude des grandes évolutions possibles ne peut se faire qu'à la lumière des grandes évolutions passées.

Pour faire de la prospective en géopolitique, il faut pouvoir distinguer les événements importants et les ruptures parmi les informations qui affluent quotidiennement. Ainsi, le 11 septembre ne marque pas une rupture dans la puissance des États-Unis. Cet événement a eu une forte incidence émotionnelle mais une faible incidence géopolitique : les rapports de force n'ont pas été modifiés. Les États-Unis sont certes en déclin (relatif) mais c'est la guerre en Afghanistan, entre autres, qui les a affaiblis.

La dernière grande rupture géopolitique daterait donc de la fin du monde bipolaire. Désormais, le monde est en recomposition permanente. On hésite à dire s'il est multipolaire ou unipolaire (États-Unis en tête) mais il n'est ni l'un ni l'autre car les États-Unis n'ont pas

¹ Ce compte rendu n'a pas été relu par l'intervenant.

d'égal mais ils n'ont plus le pouvoir nécessaire pour dicter l'agenda des relations internationales.

On peut identifier quelques grandes ruptures qui ont des conséquences géopolitiques :

- La mondialisation a largement affecté les relations internationales avec toutefois quelques limites puisque les trajets Sud-Nord par exemple sont moins fluides que les trajets Nord-Sud.

- La fin du monopole occidental sur la puissance : elle marque l'achèvement de cinq siècles d'histoire où l'Occident a dominé le reste du monde. Cette domination a débuté en 1492 avec les conquêtes par les puissances européennes. Il est intéressant de noter qu'à cette époque, c'est la fragmentation de l'Europe qui a contribué à sa puissance (concurrence entre les pays) alors qu'aujourd'hui, c'est ce qui la pénalise.

L'Europe perd le monopole de sa puissance suite aux deux guerres mondiales en faveur des États-Unis. Ces derniers n'ont jamais communiqué avec une autre puissance du même poids : ils ont toujours entretenu, avec les pays du Sud, des relations de colonialisme ou d'ingérence. Le déclin de la puissance occidentale n'est toutefois pas dû au déclin d'une partie de l'Occident mais au développement très rapide des pays émergents. Or les États occidentaux ont conservé une attitude d'ingérence envers ces pays, qui n'est plus appropriée aujourd'hui. Par ailleurs, dans cette nouvelle configuration, les pays occidentaux ont des difficultés à anticiper les conséquences de leurs actes et de leurs interventions (Libye par exemple) et les problèmes sont devenus trop complexes pour pouvoir être réglés par la force.

Il faut tout de même nuancer : le développement des pays émergents ne constitue pas une menace pour les pays occidentaux, ces derniers doivent apprendre à s'ouvrir et à tirer des avantages de ce développement.

Parmi les enjeux internationaux à moyen/long terme, on peut mentionner le problème des États faillis, c'est-à-dire les 30 à 40 États existants qui n'ont plus le monopole de la violence légitime (Haïti, Somalie, République démocratique du Congo, Afghanistan etc.). Ces pays ont reculé dans leur développement, ils constituent des trappes à pauvreté et représentent une menace dans la mesure où ils permettent l'expansion des bandes armées. Il faut se poser la question de l'évolution future de ces pays qui sont entrés dans une spirale négative : retrouver un développement normal après avoir « failli » constitue un énorme défi.

Enfin, l'émergence de l'opinion comme facteur de décisions pour les États et pour les entreprises représente une tendance importante : désormais, des publics peuvent s'informer, se mobiliser et se faire entendre (cf. manifestations contre la guerre en Irak en mars 2003). L'opinion doit être prise en compte par les politiques même dans des pays comme la Chine, la Russie ou encore l'Arabie Saoudite : les frontières entre dictatures et démocraties deviennent de plus en plus floues. Partout, l'opinion se fait et se fera entendre. Pour cela, trois facteurs sont nécessaires : un taux d'alphabétisation important, un développement économique (les individus deviennent des consommateurs, puis des citoyens) et l'ADN, la culture du pays (par exemple, il n'y a pas eu de printemps arabe en Algérie à cause de la guerre civile des années 1990).

Ces grands enjeux internationaux soulèvent la question de la gouvernance mondiale de l'avenir. L'échec de la lutte internationale contre le changement climatique illustre la difficulté de cette entreprise.

Extraits des débats

Pensez-vous que les printemps arabes vont entraîner une démocratisation ou au contraire un repli ?

Ce n'est pas parce que ces pays votent pour des partis musulmans qu'ils ne vont pas se rapprocher de la démocratie. Par ailleurs, les partis islamistes étaient les seuls partis d'opposition et ils émettaient un discours anticorruption. Pourtant, le risque que des dictatures se succèdent existe même si des partis islamistes sont très ouverts (cf. Tunisie).

Quelle est la place du fait religieux dans la gestion de la gouvernance politique et sociale ?

Si un État est trop faible, les populations se replient sur la religion et/ou sur l'ethnie : en Afrique, l'expansion de l'Islam et de l'évangélisme est considérable et le succès des partis islamistes suite aux révolutions arabes a été du à un repli du politique.

Toutefois, le religieux est souvent un moyen de lutter contre les mouvements nationalistes.

Quelle est l'attitude des nouveaux grands pays comme la Chine dans l'exploitation et répartition des ressources ? S'agit-il de néocolonialisme ?

Les grands pays comme les États-Unis ou la Chine appliquent la règle du « premier arrivé, premier servi » et on constate de la part de ces deux pays, un refus des règles internationales. Toutefois, ils commencent à faire des efforts et la Chine, par exemple, commence à lutter contre la pollution.

Qu'en est-il des acteurs non étatiques (entreprises, ONG...) ?

Les acteurs non étatiques se développent et concurrencent les États mais les frontières existent toujours et l'État reste un acteur clé et le correspondant principal des acteurs non étatiques même s'il n'a plus le monopole.

Compte rendu établi par Laurie Grzesiak, le 21 octobre 2011